

## *L'affaire Dreyfus. Des grilles de lecture*

### **\*1<sup>e</sup> Grille**

« 1894. L'obsession antisémite aux origines de l'affaire Dreyfus », in Pierre Savy (dir., avec Katell Berthelot et Audrey Kichelewski), *Histoire des Juifs. Un voyage en 80 dates de l'Antiquité à nos jours*, Paris, PUF p. 367-373.

PDF JOINT

### **\*2<sup>e</sup> Grille**

« L'engagement scientifique et l'intellectuel démocratique. Le sens de l'affaire Dreyfus », *Politix*, « Les savants et le politique », n°48, quatrième trimestre 1999, pp. 71-94.

[https://histoire.ens.fr/IMG/pdf/polix\\_0295-2319\\_1999\\_num\\_12\\_48\\_1808.pdf](https://histoire.ens.fr/IMG/pdf/polix_0295-2319_1999_num_12_48_1808.pdf)

### **\*3<sup>e</sup> Grille**

Les deux passages qui suivent sont extraits de :

*La République imaginée (1870-1914)*, préface d'Henry Rousso, Paris, Belin, coll. « Histoire de France », 2010, 863 p. (2<sup>e</sup> édition août 2012, 3<sup>e</sup> édition 2014), **à reparaître en avril 2021 en collection « Folio Histoire » (édition augmentée et actualisée)**

### **Legs et postérités**

L'affaire Dreyfus appartient aux grands événements qui ont fait la France et sa réputation de pays universaliste. Les trois phases de commémoration qui se sont succédé entre 1994 et 2006 ont encore souligné cette place de l'Affaire dans le roman national, et sa vocation à définir les grands enjeux de la modernité. Une double raison explique cette grammaire de l'événement. Jean-Pierre Peter, auteur de la première notice « Affaire Dreyfus » dans l'*Encyclopedia Universalis* l'a envisagé comme « l'une des grandes crises politiques de la III<sup>e</sup> République, [...] une épreuve morale décisive dans l'histoire de la société française ». Elle a révélé la domination de l'antisémitisme sur l'esprit public, l'émergence d'une idéologie raciste appelant à l'exclusion des juifs de toute la vie nationale, la violence des haines nationalistes dénonçant la légalité républicaine. Confrontée à cette offensive majeure qui traduisait, en régime de culture de masse, le pouvoir de la presse extrémiste (*La Libre Parole*, *L'Intransigeant*, *L'Éclair*, *La Croix* et les *Croix* de province, *La Gazette de France*, etc.) ou populaire (*Le Petit Journal*, *L'Écho de Paris*, *Le Matin*, *Le Journal*, etc.), la République à travers ses élites tant politiques qu'administratives s'identifia à la raison d'État et au dogme de la nation. Le régime constitutionnel autant que la société démocratique se trouvèrent profondément menacés. Entre novembre 1897 et juin 1899, les risques les plus sérieux ne furent pas tant les tentatives de coup d'État conduites par la Ligue des patriotes que l'arbitraire des pouvoirs administratifs – particulièrement l'armée, pénétrée d'antisémitisme – et la faillite des institutions gouvernementales et parlementaires, incapables de restaurer l'autorité du pouvoir civil.

En adhérant massivement au procès public intenté contre le capitaine Dreyfus puis contre les dreyfusards, la société française tout entière bascula elle aussi dans la crise. Mais, bien que violemment divisée au moment du « J'accuse... ! » de Zola, elle n'en demeura pas moins finalement attachée aux valeurs de liberté et à l'égalité civique qui pouvaient garantir, peut-être mieux encore qu'une République autoritaire et nationaliste, l'ordre et la confiance.

Progressivement, sous l'action de quelques leaders décidés, comme Jaurès ou Waldeck-Rousseau, les forces politiques se reclassèrent, jusqu'à former une nouvelle majorité parlementaire ; celle-là même qui assura l'avènement de la « Défense républicaine » en juin 1899. Le rejet de l'antisémitisme, la crainte du nationalisme, la défense des droits de l'Homme et du citoyen, la primauté du pouvoir civil sur la force armée, la souveraineté et l'indépendance de la justice furent des puissants vecteurs de cette recomposition qui traversa l'essentiel des partis, à gauche comme à droite.

L'importance de cette sortie de crise est désormais mieux connue grâce aux recherches d'histoire politique, sociale et intellectuelle qui ont porté sur l'affaire Dreyfus depuis les années 1970. La période commémorative de l'événement a donné un second souffle à l'histoire de l'Affaire et à sa portée contemporaine, soulignant son rôle dans le processus d'acculturation démocratique du pays. La crise exigeait en effet des réponses profondes. Elles furent en partie apportées par le gouvernement de « Défense républicaine » puis par celui du Bloc des Gauches. Si le monde militaire échappa à une vaste réforme, pourtant justifiée – les Guerres mondiales en démontrèrent tragiquement le besoin – la société civile vécut, pour sa part, une importante démocratisation fondée sur deux grandes lois : la loi sur les associations du 1<sup>er</sup> juillet 1901, et la loi de séparation des Églises et de l'État du 3 juillet 1905. Cette modernisation de la République reposa sur un ensemble d'actes politiques, administratifs et législatifs, mais aussi sur un investissement de la parole dont témoignèrent les nombreuses déclarations de Waldeck-Rousseau ou l'activité parlementaire et journalistique de Jaurès. Rien cependant n'aurait pu être possible sur le plan politique et moral sans la mobilisation civique des élites intellectuelles.

## L'engagement dreyfusiste

Pour éviter que ne se reproduise l'adhésion du plus grand nombre à la propagande nationaliste et antisémite, de jeunes intellectuels comme l'écrivain Daniel Halévy ou le philosophe Alain, s'engagèrent dans le mouvement des universités populaires, lancèrent des revues, animèrent des sections de la Ligue et, pour certains, militèrent au parti radical et radical-socialiste ou à la Section française de l'Internationale ouvrière. Ce furent des moments d'intenses espérances dans le progrès et la justice, progressivement déçues par les choix politiques du Bloc des Gauches puis par la répression ouvrière après 1908. L'engagement dreyfusiste ne put s'opposer à la dégradation de la « mystique » dreyfusarde en « politique » dreyfusienne, pour reprendre la terminologie péguyste, et la mémoire de l'Affaire fixa alors les contours d'un événement idéal où les idées de justice avaient rencontré la volonté des hommes ; événement vécu passionnément, désormais révolu dans les faits mais dont les consciences et les mémoires allaient garder la trace.

Ce que le fondateur des *Cahiers de la Quinzaine* exprima souvent, beaucoup de Françaises et de Français le ressentirent pour eux-mêmes, découvrant que l'Affaire avait été un moment supérieur d'éducation à la démocratie, d'expérience de la politique, de fraternité dans la société. Et le simple fait de penser alors à elle restituait une exigence morale qui ne pouvait pas mourir. De très nombreux témoignages, dont ceux émanant des instituteurs ou des élèves de la III<sup>e</sup> République, traduisent cet attachement identitaire à l'événement, et le rôle que celui-ci joua dans l'évolution des personnes vers l'individualisme démocratique, en France comme à l'étranger. L'image de la France comme patrie des droits de l'Homme et refuge des minorités persécutées bénéficia en effet beaucoup du retentissement de l'Affaire. En France, la société en son entier profita de ce bouleversement des codes politiques et culturels : les femmes, les jeunes, les ouvriers s'ouvrirent à la citoyenneté politique, au militantisme social et au travail intellectuel.

À l'inverse, l'alliance de l'antisémitisme, du nationalisme et de l'antirépublicanisme trouva de puissants ressorts chez les intellectuels conservateurs, dont beaucoup se retrouvèrent dans le mouvement de Charles Maurras. L'Action française culmina dans le régime de Vichy et l'antisémitisme d'Etat, contrairement à ce qu'une historiographie complaisante cherche aujourd'hui à minimiser, tandis que les valeurs dreyfusardes nourriront la Résistance et son idéal.